



Secrétaire départemental : Bruno KERAMBRUN : 04.75.33.38.52 / 06.76.99.05.79 – bruno.kerambrun@dgifp.finances.gouv.fr 5 mai 2010

Le 1^{er} Mai, Force Ouvrière, dans des initiatives diverses (manifestations, rassemblements, meetings, distributions de tracts...) a appelé le sens du 1^{er} mai et ses revendications en matière de retraites.

Le 1^{er} mai est d'abord et avant tout une journée de solidarité internationale et d'expression des revendications.

- Solidarité avec les travailleurs qui n'ont pas l'autorisation de créer des syndicats libres.
- Solidarité avec les syndicalistes victimes de répression et d'assassinat.
- Solidarité avec nos camarades européens, et notamment nos camarades de Grèce où l'Union européenne et le FMI exigent, en contrepartie de prêts, un programme d'austérité sans précédent.

Force Ouvrière sera d'ailleurs présente le 5 mai à Athènes lors de la journée de grève et de manifestations.

Même si le gouvernement grec précédent, avec la complicité de la banque Goldman Sachs, a camouflé les données budgétaires, les travailleurs n'en sont pas responsables. Mais ce sont eux qui vont trinquer dans leurs salaires et leurs droits sociaux.

L'envolée des déficits publics, en Grèce comme ailleurs, est due à l'aide apportée aux banques et aux plans de relance. Le FMI, lui-même, reconnaît que la crise, dans les pays développés, a conduit l'endettement public à passer de 82 à 120% du produit intérieur brut (PIB) !

En France, il est clair que le gouvernement entend donner des gages aux marchés financiers et aux agences de notation en diminuant les dépenses publiques et sociales. C'est le rôle de la RGPP et de la « réforme » des retraites.

Ce 1^{er} mai, Force Ouvrière a réaffirmé ce que nous refusons et ce que nous demandons en matière de retraites. Nous refusons tout allongement de la durée du travail, qu'elle qu'en soit la forme, et toute remise en cause du code des pensions. Nous demandons des décisions financières, impliquant notamment une réforme fiscale, permettant de faire face, pour les générations actuelles et à venir, au coût croissant des retraites. C'est possible et nous le démontrons chiffres à l'appui.

L'objectif, en terme d'action syndicale est de faire reculer le gouvernement sur ses intentions. L'expérience nous conduit depuis plusieurs mois à expliquer que les manifestations ricochets ne sont pas à la hauteur. Point besoin d'épiloguer en la matière, les faits sont têtus.

D'où notre proposition d'appeler, dans l'unité d'action, sur des revendications claires, à une journée franche de grève interprofessionnelle. Visiblement, telle n'est pas l'option que choisissent les autres confédérations.

Nous n'avons pas, à Force Ouvrière, indiqué que le 1^{er} mai devait être d'une mobilisation exceptionnelle et nous n'avons pas annoncé une « déferlante ». En France, les travailleurs ne font pas du 1^{er} mai, une journée efficace pour peser sur le gouvernement.

Il y a, même si on peut le regretter, un côté traditionnel au 1^{er} mai qui ne doit pas surprendre, c'est surtout l'occasion de préciser et rappeler les revendications.

D'autres organisations, parmi les cinq ayant appelé à des manifestations, dites unitaires, ont ou regretté l'absence de Force ouvrière ou entamé le vieux refrain constituant à nous traiter de diviseurs.

FO leur répond :

- 1- *Que nous les remercions de considérer, à leur manière, que FO est incontournable.*
- 2- *Que la liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas et que l'unité d'action, pour être efficace, n'est pas d'accepter sans sourciller ce que veut une organisation.*

Nous continuerons donc à faire entendre notre voix, sans complexe, et à expliquer que l'unité d'action, pour être efficace et non factice, suppose un accord sur les revendications et sur les modalités d'action. Après, tout le monde est libre et il appartient à chaque organisation d'assumer ses choix et positions vis-à-vis des travailleurs.

Il est des moments, dans l'histoire du mouvement ouvrier, où chacun doit assumer ses choix et positions.

C'est aussi une question de détermination, de liberté et d'indépendance.

APPEL A UNE JOURNEE DE GREVE INTERPROFESSIONNELLE ET A UNE MANIFESTATION NATIONALE LE 15 JUIN 2010.

Mandatée à l'unanimité par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière, la Commission Exécutive s'est réunie et constate que :

- **Le gouvernement fait de la question des retraites le dossier prioritaire. La motivation essentielle est de montrer aux institutions financières et à leurs auxiliaires, les agences de notation, que le gouvernement va réduire les dépenses sociales, de la même manière qu'avec la RGPP, il réduit les dépenses publiques.**

Ce que confirmera la prochaine conférence sur les déficits publics et sociaux.

Parmi les menaces qui pèsent et qui seront confirmées dans les semaines à venir figurent l'allongement de la durée du travail (par report du droit à la retraite à 60 ans et/ou allongement de la durée de cotisation) et la remise en cause du code des pensions pour les fonctionnaires.

- **Pour Force Ouvrière, il n'est pas question que les travailleurs fassent les frais, à travers leurs droits sociaux, de la crise provoquée par les intervenants sur les marchés financiers, intervenants qui dictent encore aujourd'hui le comportement des gouvernements dont le gouvernement français.**
- **L'action commune, nécessaire, suppose un accord sur les revendications et les modalités d'action. Chaque organisation est bien entendu libre de ses positions et il appartient aux travailleurs de se forger leurs convictions.**

Force Ouvrière a proposé aux autres organisations un appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle franche, public et privé.

Assumant ses prises de position et soulignant que l'avant projet de loi devrait être connu vers la mi-juin, la CE de Force Ouvrière décide d'appeler le 15 juin à une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation à Paris.

Elle demande à toutes ses structures de tout mettre en œuvre pour la réussite de cette initiative et lance un appel en ce sens à l'ensemble des salariés et à leurs organisations.

Pour Force ouvrière, il s'agit par un renforcement de la mobilisation, de montrer la détermination des salariés.